

§ 2. Les sommes à rembourser à la Région sont à verser au Fonds destiné à encourager l'acquisition de propriétés et l'assainissement de l'habitat, du budget de la Région bruxelloise.

Le recouvrement en est confié à l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, laquelle agit en conformité avec les dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Art. 12. L'arrêté royal du 23 juin 1983, modifié par les arrêtés royaux des 23 janvier 1985, 23 mai 1985 et 15 juillet 1986 ainsi que l'arrêté royal du 23 février 1984 restent uniquement applicables aux demandes de prime qui ont été introduites auprès du Ministère de la Région bruxelloise avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1989.

Art. 14. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 janvier 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,
Ph. MOUREAUX

Pour le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, absent :
Le Ministre de la Région bruxelloise,
Ph. MOUREAUX

§ 2. De aan het Gewest terug te betalen bedragen dienen gestort te worden aan het Fonds bestemd voor de aanmoediging van de verwerving van eigendommen en de gezondmaking van de woning, op de begroting van het Brusselse Gewest.

De invoering ervan wordt toevertrouwd aan de Administratie voor de belastingen over de toegevoegde waarde, der registratie en domeinen, die handelt overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

Art. 12. Het koninklijk besluit van 23 juni 1983, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 23 januari 1985, 23 mei 1985 en 15 juli 1986, evenals het koninklijk besluit van 23 februari 1984 blijven uitsluitend toepasselijk voor aanvragen van premies die werden irgediend bij het Ministerie van het Brusselse Gewest voor de dag waarop huidig besluit van kracht wordt.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1989.

Art. 14. Onze Minister van het Brusselse Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 januari 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brusselse Gewest,
Ph. MOUREAUX

Voor de Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest, afwezig
De Minister van het Brusselse Gewest,
Ph. MOUREAUX

F. 89 — 171

17 JANVIER 1989. — Arrêté royal relatif à l'octroi à des particuliers de subventions pour l'exécution de travaux de confort à des bâtiments situés dans la Région bruxelloise

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1970 portant le Code du logement, confirmé par la loi du 2 juillet 1971;

Vu la loi du 25 mars 1981 complétant le Code du logement par des dispositions particulières à la Région bruxelloise, notamment l'article 114 de ce Code du logement;

Vu la loi créant les institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique du logement où une politique régionale différenciée se justifie;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1981 relatif à l'exécution de la Région bruxelloise, modifié par l'arrêté royal du 8 juin 1984;

Considérant qu'une politique du logement judicieuse doit viser dans une mesure croissante la revalorisation du patrimoine des logements existants;

Considérant que les autorités peuvent contribuer à la réalisation de cet objectif, sous réserve de certaines modalités et éventuellement selon les priorités à fixer par elles, en accordant une prime à des particuliers qui effectuent une amélioration à leur logement par des travaux de confort;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par le souci de maintenir une politique globale du logement cohérente en visant l'entrée en vigueur simultanée des nouvelles dispositions relatives aux primes à l'acquisition et à la construction, à la rénovation et travaux pour l'amélioration du confort et par la nécessité urgente d'adapter la législation en vigueur pour des raisons sociales;

N. 89 — 171

17 JANUARI 1989. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning aan particulieren van toelagen voor het verrichten van comfortwerken in gebouwen gelegen in het Brusselse Gewest

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn: en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 december 1970 houdende de Huisvestingscode, bekrachtigd bij de wet van 2 juli 1971;

Gelet op de wet van 25 maart 1981 houdende aanvulling van de Huisvestingscode met bijzondere bepalingen voor het Brusselse Gewest, inzonderheid artikel 114 van deze Huisvestingscode;

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het huisvestingsbeleid waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1981 betreffende de Executieve van het Brusselse Gewest, gewijzigd door het koninklijk besluit van 8 juni 1984;

Overwegende dat een oordeelkundig huisvestingsbeleid in toenevende mate de herwaardering van het bestaande woningpatrimonium moet beogen;

Overwegende dat de overheid kan bijdragen tot verwezenlijking van deze doelstelling, onder bepaalde modaliteiten en eventueel volgens door haar vast te stellen prioriteiten, door een premie te verlenen aan particulieren die een verbetering aan hun woning aanbrengen door comfortwerken;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gezien de hoogdringendheid verantwoord door de bekommernis om een globaal en samenhangend huisvestingsbeleid te handhaven door het gelijktijdig inwerkingtreden van de nieuwe beschikkingen inzake de premies voor verwerving en bouw, voor de renovatie en comfortverbeteringswerken en door een dringend nodige aanpassing van het besluit om sociale redenen;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise et de l'avis de Notre Ministre et de Nos Secrétaires d'Etat qui en ont délibéré en Exécutif de la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'application du présent arrêté est limitée au territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1. **Habitation :** la maison ou l'appartement existant à améliorer, situé dans la Région bruxelloise et affecté en ordre principal au logement d'un ménage et dont la fin de construction remonte à 20 ans au moins.

2. **Revenus :** les revenus imposables globalement du demandeur et de son conjoint ou de la personne avec laquelle il vit maritalement.

3. **Entrepreneur :** un entrepreneur qui, au moment de la conclusion du contrat, est enregistré comme prévu par l'article 299bis du Code des impôts sur les revenus et qui n'a pas fait l'objet d'une exclusion par le Ministre compétent en matière de logement.

4. **Demandeur :** le propriétaire-occupant ou l'usufruitier occupant.

5. **Personnes à charge :** les personnes à charge au sens fiscal du terme.

6. **Contrat-type :** le contrat conclu entre le demandeur et l'entrepreneur sous la forme qui est déterminée par le Ministre compétent en matière de Logement.

7. **Ministre :** le Membre de l'Exécutif de la Région bruxelloise qui a le Logement dans ses attributions.

8. **Normes d'habitabilité :** la superficie habitable doit être au moins égale aux minima fixés ci-dessous :

pour les ménages d'une ou de deux personnes :

minimum 35 m²;

minimum 32 m² pour 2 personnes de plus de 65 ans;

minimum 28 m² pour une personne de plus de 65 ans;

pour les ménages de plus de deux personnes :

minimum de 40 m² (48 m² si plus de 8 occupants);

minimum majoré de 6 m² :

par groupe de 2 enfants de 2 à 10 ans :

— par enfant ou par groupe de 2 enfants de 10 à 20 ans de même sexe;

— pour chaque célibataire de 20 ans et plus;

minimum majoré de 12 m² :

— pour chaque couple autre que celui du demandeur.

La superficie habitable, ne peut inclure W.C., caves, greniers, garage, salle de bain, hall, débarras et cage d'escaliers.

Art. 3. Dans la limite des crédits prévus à cette fin au budget régional, le Ministre ayant le Logement dans ses attributions, peut octroyer à des particuliers et aux conditions fixées par le présent arrêté, une prime pour l'amélioration du confort dans une habitation.

Art. 4. § 1^{er}. Afin de pouvoir bénéficier de la prime visée à l'article 9, les revenus tels que définis à l'article 3, 2, ne peuvent excéder 900 000 F, majorés de 50 000 F, par personne à charge pour l'avant dernière année qui précède l'année de la demande.

§ 2. Le plafond des revenus tel que prévu au § 1^{er}, peut être adapté pour les années suivantes par le Ministre ayant le Logement dans ses attributions.

Art. 5. § 1^{er}. Les travaux qui, aux termes de cet arrêté peuvent donner lieu à l'octroi d'une prime, sont ceux qui visent soit à apporter à l'habitation existante un confort qui y fait originellement défaut, soit à remplacer ou faire disparaître des situations d'origine qui grevent sérieusement le confort de l'habitation. Les travaux doivent, en outre, contribuer à l'amélioration de l'hygiène et de la sécurité de l'habitation.

§ 2. Seuls les travaux effectués dans la partie de l'habitation affectée au logement sont pris en considération pour l'octroi de la prime.

§ 3. L'habitation, objet de la demande, doit répondre aux normes d'habitabilité fixées à l'article 3 et être déclarée insalubre améliorable par le délégué du Ministre visé à l'article 7, 2^o.

Art. 6. Les travaux doivent être exécutés par un entrepreneur conformément à et en exécution d'un contrat-type approuvé par l'Administration de la Région bruxelloise.

Op de voordracht van Onze Minister van het Brussels Gewest en van Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest, en op advies van de Minister en de Staatssecretarissen die erover geraadslaagd hebben binnen de Executieve van het Brussels Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De toepassing van dit besluit is beperkt tot het grondgebied van het bestuurlijk arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1. **Woning :** een in het Brussels Gewest gelegen te verbeteren huis of appartement hoofdzakelijk dienend als woongegelegenheid van een gezin en waarvan de beëindiging van de bouw minstens 20 jaar in de tijd teruggaat.

2. **Inkomen :** het gezamenlijk belastbaar inkomen van de aanvrager en zijn echtgenoot of van de persoon waarmee hij echtelijk samenwoont.

3. **Aannemer :** een aannemer die, op het ogenblik van het afsluiten van het contract, geregistreerd is zoals bepaald in artikel 299bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en die niet werd uitgesloten door de Minister die de Huisvesting onder zijn bevoegdheid heeft.

4. **Aanvrager :** de bewonende eigenaar of de bewonende vruchtgebruiker.

5. **Personen ten laste :** de personen ten laste in de fiscale betekenis van de term.

6. **Type-overeenkomst :** de overeenkomst gesloten tussen de aanvrager en de aannemer onder de vorm zoals die vastgesteld wordt door de Minister die de Huisvesting onder zijn bevoegdheid heeft.

7. **Minister :** het Lid van de Executieve van het Brussels Gewest die de Huisvesting onder zijn bevoegdheid heeft.

8. **Bewoonbaarheidsnormen :** de bewoonbare oppervlakte moet minstens gelijk zijn aan de hieronder bepaalde minima :

voor de gezinnen van één of twee personen :

minimum 35 m²;

minimum 32 m² voor 2 personen ouder dan 65 jaar;

minimum 28 m² voor 1 persoon ouder dan 65 jaar;

voor de gezinnen van meer dan twee personen :

minimum 40 m² (48 m² zo meer dan 8 bewoners);

minimum te verhogen met 6 m² :

per groep van 2 kinderen van 2 tot 10 jaar :

— per kind of groep van 2 kinderen van 10 tot 20 jaar en van hetzelfde geslacht;

— voor elke vrijgezel van 20 jaar of ouder;

minimum te verhogen met 12 m² :

— voor elk koppel dat niet dit van de aanvrager is.

Tot de bewoonbare oppervlakte behoren niet : W.C., kelders, zolders, garage, badkamer, hall, bergplaats en traphuizen.

Art. 3. Binnen de perken van de daartoe op de gewestelijke begroting beschikbare kredieten kan de Minister tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort, aan particulieren en onder de in dit besluit bepaalde voorwaarden, een premie toekennen voor de verbetering van het comfort in een woning.

Art. 4. § 1. Om de in artikel 9 bedoelde premie te kunnen genieten mag het inkomen, zoals bepaald in artikel 3, 2, de 900 000 F, verhoogd met 50 000 F per persoon ten laste niet overtreffen en dit voor het voorlaatste jaar dat het jaar van de aanvraag voorafgaat.

§ 2. Het inkomensplafond zoals voorzien in 1, mag voor de volgende jaren aangepast worden door de Minister die de Huisvesting onder zijn bevoegdheid heeft.

Art. 5. § 1. De werken die, luidens dit besluit, aanleiding kunnen geven tot een premie, zijn diegene die ofwel het aanbrengen beogen van een comfort dat in de bestaande woning oorspronkelijk ontbreekt ofwel de vervanging of verwijdering beogen van oorspronkelijke toestanden die het wooncomfort ernstig belemmeren. Ze dienen tevens bij te dragen tot de verbetering van de hygiëne en de veiligheid in de woning.

§ 2. Komen uitsluitend in aanmerking voor een toekenning van een premie, de werken uitgevoerd in het gedeelte van de woning, dat dient als woongegelegenheid.

§ 3. De woning die het voorwerp van de aanvraag uitmaakt dient te beantwoorden aan de bewoonbaarheidsnormen vastgelegd in artikel 3 en ongezond maar verbeterbaar verklaard worden door de afgevaardigde van de Minister zoals beoogd in artikel 7, 2^o.

Art. 6. De werken dienen uitgevoerd te worden door een aannemer, op grond en in uitvoering van een door de Administratie van het Brussels Gewest goedgekeurde type-overeenkomst.

Art. 7. Le demandeur doit respecter les engagements suivants pendant une période ininterrompue d'au moins cinq années prenant cours à la date de la fin des travaux, fixée conformément aux dispositions de l'article 10, § 4 :

1° ne pas exercer dans l'habitation un commerce ou une profession dans une ou plusieurs pièces ayant une superficie totale supérieure au quart de la superficie totale de l'habitation;

2° consentir à la visite de l'habitation par le délégué du Ministre, chargé de constater sur place si les conditions prescrites par le présent arrêté sont remplies.

Art. 8. La prime de confort peut être octroyée pour les travaux immobiliers suivants et les travaux y assimilés :

- les travaux de toiture (y compris la gouttière);
- la démolition d'annexes;
- les châssis de fenêtres;
- les portes extérieures;
- l'installation d'une salle de bains;
- l'amélioration de la cuisine;
- l'amélioration ou l'installation d'un W.C.;
- le chauffage central;
- l'isolation thermique;
- l'amélioration des canalisations (gaz, eau, égouts, lignes électriques);
- l'humidité ascensionnelle et/ou la mэрule.

Cette énumération est limitative. Le Ministre arrête la description des travaux susmentionnés.

Art. 9. § 1er. Le montant total de la prime est de 200 000 F au maximum pour une même habitation. Pour une même habitation plusieurs dossiers peuvent être introduits, répartis dans le temps, la somme des primes octroyées ne pouvant cependant dépasser le montant maximum mentionné ci-dessus.

§ 2. Pour chacun des types de travaux énumérés ci-dessus, il peut être octroyé une prime dont le montant maximum est repris ci-après :

Types de travaux :

A. Travaux extérieures :

A1. Toiture	60 000 F
A2. La démolition d'annexes	20 000 F
A3. Châssis de fenêtres 3 000 F/m ²	50 000 F
A4. Portes extérieures 5 000 F/m ²	20 000 F

B. Travaux intérieures :

B1. Installation de salle de bain	30 000 F
B2. Amélioration de la cuisine	20 000 F
B3. Amélioration ou installation de W.C.	10 000 F
B4. Chauffage central	50 000 F
B5. Isolation thermique	60 000 F
B6. Canalisation (électricité)	40 000 F
B7. Canalisation (eau, gaz, égout)	20 000 F
B8. Humidité ascensionnelle et/ou mэрule	25 000 F

§ 3. Cependant, la prime octroyée pour un type de travaux ne peut, en aucun cas dépasser 50 % du coût des travaux effectués (T.V.A. compris).

§ 4. Il ne peut être octroyé de prime pour des travaux dont le prix par type est inférieur à 20 000 F (T.V.A. comprise). Ce montant minimum est requis pour chaque demande.

Art. 10. § 1er. Le demandeur introduit la demande au moyen de :

1. Un contrat-type dûment complété, en trois exemplaires, contre-signé par l'entrepreneur;
2. Un certificat de revenus délivré par le service compétent du Ministère des Finances;
3. Le formulaire ad hoc établissant le titre de propriété de l'habitation à améliorer;
4. Un extrait de la matrice cadastrale de l'immeuble dans lequel les travaux sont prévus.

§ 2. La demande doit être envoyée par recommandé à l'Administration de la Région bruxelloise.

La date de la demande est, au sens du présent arrêté, la date apposée par la poste sur le pli recommandé.

§ 3. La prime est octroyée dans son entiэрreté ou partiellement par le Ministre ou le fonctionnaire délégué qui contresigne le contrat-type et y mentionne le montant octroyé. Un exemplaire ainsi contresigné est renvoyé au demandeur accompagné des remarques éventuelles.

Art. 7. De aanvrager van de premie dient volgende verbintenissen na te leven gedurende een ononderbroken periode van ten minste vijf jaar die ingaat op de overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, § 4, vastgestelde datum van het einde der werken :

1° in de woning geen handel drijven of een beroep uitoefenen in één of meer vertrekken waarvan de totale oppervlakte groter is dan één vierde van de totale oppervlakte van de woning;

2° het bezoek van de woning toelaten aan de afgevaardigde van de Minister, ermede belast ter plaatse vast te stellen of aan de bij dit besluit gestelde voorwaarden is voldaan.

Art. 8. De comfortpremie kan toegekend worden voor de hierna vermelde werken in onroerende staat en de ermee gelijkgestelde werken :

- dakwerken (dakgoot inbegrepen);
- afbraak annexen;
- raamkaders;
- buitendeuren;
- installatie badkamer;
- verbetering kookruimte;
- verbetering W.C. of installatie ervan;
- centrale verwarming;
- thermische isolatie;
- verbeteringen van de leidingen (gas, water, rioleringen, elektriciteitsnet);
- de opstijgende vochtigheid en/of merulius.

Deze opsomming is beperkend. De Minister bepaalt de omschrijving van hoger vermelde werken.

Art. 9. § 1. Het totale bedrag van de premie kan maximum 200 000 F bedragen voor eenzelfde woning. Voor eenzelfde woning kunnen in de tijd verschillende dossiers worden ingediend, doch de som van de toegekende premies blijft beperkt tot het hierboven vermelde maximum.

§ 2. Voor elk van de hierna vermelde types van werken, kunnen volgende premietoelagen, waarvan de maxima bedragen hierna vermeld zijn, toegekend worden :

Types van werken :

A. Externe werken :

A1. Dakwerken	60 000 F
A2. Afbraak annexen	20 000 F
A3. Raamkaders 3 000 F/m ²	50 000 F
A4. Buitendeuren 5 000 F/m ²	20 000 F

B. Interne werken :

B1. Installatie badkamer	30 000 F
B2. Verbetering kookruimte	20 000 F
B3. Verbetering W.C. of installatie ervan	10 000 F
B4. Centrale verwarming	50 000 F
B5. Thermische isolatie	60 000 F
B6. Leidingen (electriciteit)	40 000 F
B7. Leidingen (water, gas, rioleringen)	20 000 F
B8. Opstijgende vochtigheid en/of merulius	25 000 F

§ 3. Nochtans mag de voor één type van werken toegekende premie nooit meer dan 50 % van de kosten van de verrichte werken bedragen (BTW inbegrepen).

§ 4. Er wordt geen premie toegekend voor werken waarvan de kostprijs per type lager is dan 20 000 F (BTW inbegrepen). Dit minimum bedrag is vereist per aanvraag.

Art. 10. § 1. De aanvrager dient de aanvraag in bij middel van

1. De volledige ingevulde type-overeenkomst in drievoud en mede-ondertekend door de aannemer;
2. Een inkomstengetuigschrift afgeleverd door de bevoegde dienst van het Ministerie van Financiën;
3. Het formulier ad hoc betreffende de eigendomstitel van de te verbeteren woning;
4. Een uittreksel uit de kadastrale legger, betreffende het gebouw waarin de werken voorzien zijn.

§ 2. De aanvraag wordt aangetekend gezonden naar de Administratie van het Brussels Gewest.

Onder datum van de aanvraag dient te worden verstaan de datum die door de post op de aangetekende zending is aangebracht.

§ 3. De premie wordt geheel of gedeeltelijk toegekend door de Minister of een gemachtigd ambtenaar door het tegengeteken van de type-overeenkomst en het vermelden erop van het toegekende premiebedrag. Een zodanig tegengetekend exemplaar wordt teruggestuurd aan de aanvrager, met vermelding van eventueel geformuleerde bemerkingen.

§ 4. Après les travaux, une facture contresignée par le demandeur et l'entrepreneur est établie conformément aux dispositions du contrat-type et envoyée sous pli recommandé à l'Administration de la Région bruxelloise. La date mentionnée sur la facture est considérée comme la date de la fin des travaux.

Art. 11. La prime sera payée suivant les modalités prévues au contrat-type.

Art. 12. Sous peine de déchéance du droit au bénéfice de la prime :

a) les travaux de confort ne peuvent en aucun cas être entamés avant la visite sur place du délégué du Ministre, visé à l'article 7. Cette visite aura lieu dans les quarante jours calendrier prenant cours à la date de l'envoi des documents constituant le dossier complet de la demande de prime;

b) les travaux de confort dont question au contrat-type contresigné par le Ministre ou un fonctionnaire délégué et susceptibles de bénéficier de la prime, doivent être exécutés et facturés endéans l'année suivant la date de la notification et doivent être conformes au contrat-type contresigné.

Le ministre peut proroger ce délai d'un maximum de six mois, s'il juge que des circonstances sérieuses et exceptionnelles ont empêché le demandeur de faire exécuter les travaux endéans le délai;

c) en aucun cas, les factures antérieures à la demande de prime ne seront prises en considération.

Art. 13. Sans préjudice des dispositions du Code pénal ou des poursuites judiciaires en application de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions et allocations de toute nature qui sont en tout ou en partie à charge de l'Etat, le demandeur est tenu de rembourser à l'Etat l'avantage qui lui a été payé ainsi que les intérêts afférents calculés au taux légal en vigueur à la date de la décision de recouvrement :

1. lorsqu'il fait une déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir les avantages conférés par le présent arrêté;

2. lorsqu'il ne respecte pas les engagements auxquels il a souscrit conformément au présent arrêté.

Le demandeur peut être poursuivi à l'intervention de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines qui procède conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Le montant des sommes à restituer à l'Etat doit être versé au profit du Fonds du logement inscrit au Titre IV, section particulière du budget de la Région bruxelloise.

Art. 14. L'arrêté royal du 10 octobre 1986 relatif à l'octroi à des particuliers de subventions pour l'exécution de travaux de confort à des bâtiments situés dans la Région bruxelloise reste uniquement applicable aux demandes de subventions qui ont été introduites auprès du Ministère de la Région bruxelloise, avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 15. Cet arrêté produit ses effets le 1er janvier 1989.

Art. 16. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 janvier 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

Ph. MOUREAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

J. VALKENIERS

§ 4. Na de werken wordt een door aannemer en aanvrager ondertekende faktuur opgemaakt en verzonden overeenkomstig de bepaling van de type-overeenkomst. Zij dient bij aangetekend schrijven verstuurd te worden naar de Administratie van het Brussels Gewest. Als datum van het einde van de werken geldt de datum vermeld op de faktuur.

Art. 11. De premie wordt betaald volgens de modaliteiten voorzien in de type-overeenkomst.

Art. 12. Op straffe van verval van het recht op het voordeel van de premie :

a) de comfortwerken mogen in geen geval worden aangevat voor het bezoek ter plaatse van de afgevaardigde van de Minister, bedoeld in artikel 7. Dit bezoek zal plaatsvinden binnen de veertig kalenderdagen te rekenen vanaf de verzendingsdatum van de documenten die het volledig dossier inzake de premieaanvraag omvatten;

b) moeten de comfortwerken waarvan sprake in de door de Minister of een gemachtigd ambtenaar tegengetekende type-overeenkomst en voor de premie vatbaar, uitgevoerd en gefactureerd zijn binnen het jaar na de datum van de notificatie en moeten ze conform zijn aan de tegengetekende type-overeenkomst.

De minister kan deze termijn verlengen met maximum zes maanden wanneer hij oordeelt dat ernstige en buitengewone omstandigheden de aanvrager verhinderd hebben de werken binnen de termijn te laten uitvoeren;

c) in geen geval wordt rekening gehouden met aan de premievraag voorafgaande facturen.

Art. 13. Onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek of rechtsvervolgingen in toepassing van het koninklijk besluit van 31 mei 1933, betreffende de verklaring te doen in verband met de subsidievergoedingen en toelagen van elke aard die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn, is de aanvrager gehouden het hem betaalde voordeel, evenals de erbijhorende intrest, berekend tegen de op de datum van de invorderingsbeslissing geldende wettelijke rentevoet, aan de Staat terug te storten :

1. wanneer hij een onjuiste of onvolledige aangifte doet om de bij dit besluit toegekende voordelen te kunnen verkrijgen;

2. wanneer hij zich niet houdt aan de verbintenissen die hij overeenkomstig dit besluit heeft aangegaan.

De aanvrager kan vervolgd worden door toedoen van de Administratie van de belastingen over de toegevoegde waarde, van de registratie en domeinen, die handelt overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

De aan de Staat terug te betalen bedragen dienen gestort te worden ten voordele van het Fonds voor de Huisvesting, ingeschreven onder Titel IV, afzonderlijke sectie van de begroting van het Brussels Gewest.

Art. 14. Het koninklijk besluit van 10 oktober 1986 betreffende de toekenning aan particulieren van toelagen voor het verrichten van comfortwerken in gebouwen gelegen in het Brussels Gewest, blijft uitsluitend toepasselijk voor aanvragen van toelagen die werden ingediend bij het Ministerie van het Brussels Gewest voor de dag waarop huidig besluit van kracht wordt.

Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1989.

Art. 16. Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretaris van het Brussels Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 januari 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,

Ph. MOUREAUX

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

J. VALKENIERS